

Transports Une poussette dans le métro, quelle galère ➔ P. VIII

Paris La fête des ultras marocains devant la tour Eiffel laisse perplexe ➔ P. VII

75

Paris • Lundi 10 novembre 2025 • N° 25260 • 2,20 €

Le Parisien

01 - PSG (2-3)

Paris l'emporte au bout du suspense



Football - P. 10 et 19

REUTERS/MAJANON CRUZ

10

MÉDECINE

Le Parisien

Lundi 10 novembre 2025 • N° 25260

Ce que la grève des radiologues va changer pour vous

La Fédération nationale des médecins radiologues (FNMR) appelle, ce lundi, à protester contre la baisse des tarifs imposée par l'Assurance maladie, ce dont s'explique le directeur général.

Nicolas Berrod

« **JE VIENS** de recevoir ma réquisition pour lundi. » Au téléphone, vendredi matin, le docteur Jean-Philippe Masson découvre dans ses mails qu'il devra travailler trois jours plus tard, « pour assurer la prise en charge des urgences ». Le président de la Fédération nationale des médecins radiologues s'était pourtant déclaré gréviste, comme de nombreux professionnels de l'imagerie médicale.

Ce mouvement de protestation s'annonce assez suivi parmi les 4 800 praticiens libéraux en ce premier jour de semaine... et veille de jour férié. Le 1^{er} octobre, une grève de la permanence des soins avait déjà été lancée. Voici ce qu'il faut savoir pour ce lundi.

■ **Pourquoi les radiologues font-ils grève ?**

Leurs représentants protestent, à la base, contre la baisse des prix auxquels les actes qu'ils pratiquent sont remboursés par l'Assurance maladie. La nouvelle grille tarifaire a été dévoilée mi-octobre, après plusieurs mois de discussions. La diminution atteint 5 % en moyenne, sans impact pour les patients. La Sécu compte faire 300 millions d'euros d'économies en trois ans, de 2025 à 2027, sachant que les dépenses en imagerie médicale doivent augmenter de 1 milliard d'euros sur cette période. Elle le justifie par le fait que le secteur « est de plus en plus rentable et se développe beau-

200 000

C'est en euros le revenu moyen par an d'un radiologue exerçant au moins en partie en libéral.



L'OLIVIER CORSAN

Les préfets ont le pouvoir de réquisitionner des cabinets de radio mais uniquement pour les urgences.

coup, donc il peut tout à fait absorber des baisses de tarifs », avance Thomas Fatôme, directeur général de l'Assurance maladie.

D'après un rapport de l'Inspection générale des affaires sociales (Igas) et de l'Inspection générale des finances (IGF), paru le 15 juillet, les radiologues, exerçant au moins en partie en libéral, font « partie des spécialités de médecine les mieux rémunérées ». Leur revenu moyen dépasse 200 000 €, par an, soit « deux fois les revenus moyens des médecins libéraux », pointe Thomas Fatôme. « C'est vrai qu'on a été très bien lotis, mais ce n'est plus le cas ! » répond Jean-Philippe Masson. Les revenus

95 % de fermatures de centres de radiologie, que ce soit en cabinet ou en clinique », avance Jean-Philippe Masson. Comme toujours avec les grèves de professionnels de santé libéraux et de pharmaciens, la mobilisation sera moins suivie à Paris qu'en milieu rural.

En parallèle de cette décision de l'Assurance maladie, l'article 24 du projet de budget de la Sécurité sociale a fait office de « goutte d'eau qui fait déborder le vase », argue Franck Claret, membre du bureau national de la FNMR. Il permettrait de procéder à des baisses de tarifs, « lorsque est documentée une rentabilité manifestement excessive ».

■ **Ce mouvement sera-t-il très suivi ?**

Oui, vraisemblablement. Dans certains départements, comme l'Alsace, « on sera à

■ **Comment faire si je dois passer une radio ?**

Si vous vous êtes blessé en faisant du sport, votre médecin vous a peut-être prescrit une radio ce lundi. Sauf que vous risquez de trouver portes closes, et de devoir attendre mercredi (mardi étant férié) pour passer l'examen. « J'ai du mal à comprendre la pertinence d'un mouvement de grève qui va compliquer la

■ **Que va-t-il se passer ensuite ?**

Les représentants des radiologues espèrent reprendre rapidement les discussions avec l'Assurance maladie, en parallèle des discussions sur le budget. Un très long cycle de négociations a déjà eu lieu et « la baisse des tarifs n'a pas été décidée de façon unilatérale », répond Thomas Fatôme. Qui insiste : « Tout cela n'est, en aucun cas, une remise en cause de la radiologie. » L'Assurance maladie veut aussi éviter que ce secteur de la radiologie libérale ne soit trop « financiarisé », à savoir progressivement « avalé » par de gros groupes financiers, au détriment des médecins... et des patients. « Nous ne sommes pas du tout, aujourd'hui, au même niveau que pour les laboratoires de biologie. Mais les fonds d'investissement s'y intéressent car ils y ont repéré des niveaux de rentabilité très élevés », conclut Thomas Fatôme.